



## « L'Europe : renouveler la confiance, renforcer les liens »

**Discours du  
Président fédéral Joachim Gauck  
sur les perspectives de l'idée européenne  
le 22 février 2013  
au Schloss Bellevue**

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Il n'y a jamais eu tant d'Europe ! Je le dis, moi qui m'adresse, plein de gratitude, à cette assemblée et me réjouis d'accueillir des invités venus d'Allemagne et de toute l'Europe. Soyez les bienvenus!

Il n'y a jamais eu tant d'Europe. Nombreux sont, en Allemagne en particulier, ceux qui ont actuellement une perception tout à fait différente, par exemple quand ils ouvrent leur journal le matin. L'Europe s'y résume la plupart du temps aux quatre lettres « euro » ou est synonyme de crise. Sans cesse, il est question de diplomatie au sommet et de plans de sauvetage. L'Europe nous pèse. Il est question de négociations difficiles qui, même quand elles sont couronnées de succès, ne sont que des demisuccès, et puis il y a ce malaise permanent, cette grande insatisfaction que l'on ne peut ignorer. Dans certains États membres, la population redoute d'avoir à payer la facture de la crise. Dans d'autres, la peur monte face à la perspective de mesures d'austérité de plus en plus sévères et au risque de précarité. Pour nombre d'entre nous, il n'y a plus vraiment de juste équilibre dans la communauté entre prendre et donner, contracter des dettes et s'en acquitter, entre la responsabilité et la participation.

À cela vient s'ajouter une liste de critiques qui ne sont pas d'hier: un profond mécontentement face à ce que l'on appelle les technocrates bruxellois qui ont la manie de tout réglementer, le manque de transparence reproché aux décisions, la méfiance vis-à-vis d'un réseau

opaque d'institutions et le refus de l'importance croissante du Conseil européen et du rôle prédominant du couple franco-allemand.

Quel que soit l'attrait de l'Europe, trop de citoyens se sentent impuissants et sans influence face à l'Union européenne. Je le sais, je l'entends et je le lis presque chaque jour: il y a des choses qui demandent à être éclaircies en Europe. Face aux signes d'impatience, d'épuisement et de frustration chez les citoyens, face aux enquêtes qui me renvoient l'image d'une population qui ne sait plus trop si l'on fait bien d'avancer vers « plus d'Europe », il me semble que nous nous apprêtons à franchir un nouveau seuil sans savoir si nous devons vraiment continuer d'avancer résolument. La crise n'a pas seulement une dimension économique. C'est aussi une crise de confiance dans le projet politique européen. Nous ne luttons pas seulement pour notre monnaie. Nous luttons aussi avec nous-mêmes.

Et pourtant, je m'adresse à vous en Européen convaincu et j'éprouve le besoin de m'assurer une fois de plus avec vous de ce qu'est l'Europe, de ce qu'elle était et des possibilités qu'elle peut encore nous offrir, pour autant que je puisse en juger aujourd'hui.

La journée d'aujourd'hui est également l'occasion de revoir avec un regard plus critique la phrase euphorique que j'avais prononcée juste après mon entrée en fonction. J'avais dit alors: « Nous voulons oser plus d'Europe. » Aujourd'hui, je ne serais sans doute plus aussi prompt à formuler cette phrase, ni aussi certain. Ce « plus d'Europe » a au moins besoin d'être interprété, nuancé. Dans quels domaines ce « plus d'Europe » peut-il et doit-il contribuer à la réussite de notre vie commune ? À quoi l'Europe doit-elle ressembler ? Que voulons-nous développer et renforcer et que souhaitons-nous limiter ? Et enfin, comment pouvons-nous faire bénéficier ce « plus d'Europe » d'une plus grande confiance qu'à l'heure actuelle ?

Souvenons-nous en, les débuts étaient très prometteurs. Cinq ans seulement après la Deuxième Guerre mondiale, le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, proposait à ses partenaires européens d'instituer la Communauté européenne du charbon et de l'acier. La France et l'Allemagne devenaient ainsi le grand moteur de la construction européenne. Les adversaires d'hier devenaient des partenaires. Lorsque nous avons célébré les 50 ans du Traité de l'Élysée au mois de janvier, nous avons ressenti encore une fois profondément combien cette amitié est précieuse pour l'Europe et quelle chance nous avons de pouvoir continuer à vivre et à forger cette amitié avec une nouvelle génération.

À cette époque, en 1950, c'était Jean Monnet le visionnaire. Son objectif était de garantir la paix en Europe par une « communautarisation » qui présentait aussi un avantage du point de vue rationnel. Son idée n'était pas seulement raisonnable, elle était également dans l'intérêt des pays membres. C'est cette intégration qui

a permis à l'Allemagne de l'Ouest de faire un premier pas vers sa réhabilitation dans la communauté internationale. Le fait de contrôler également la production allemande de charbon et d'acier satisfaisait le besoin de sécurité de la France et des autres pays partenaires. Pendant longtemps difficile à mettre en place, bien que d'une grande clairvoyance politique, l'idée était que la fusion économique mènerait un jour ou l'autre à la fusion politique. C'est d'ailleurs ce que disait déjà Walther Rathenau en 1913, il y a donc exactement cent ans. Là où s'affrontaient jadis des pays pour des questions de ressources et d'hégémonie, des liens mutuels étroits font aujourd'hui s'épanouir la paix.

En 1950, il était bien entendu encore trop tôt pour une politique supranationale globale. L'intégration économique ne devait déboucher que progressivement sur une union politique, les champs d'action communautaires s'étendant au fur et à mesure qu'émergeait une Europe commune qui, pour certains, serait une fédération européenne et pour d'autres, une Europe des nations. Pendant longtemps, cette méthode pragmatique permit effectivement au projet européen d'avancer. Aujourd'hui pourtant, nous sommes contraints de revoir complètement cette approche. Parce qu'ils ont laissé les choses se faire sans cadrage politique suffisant, les responsables politiques se sont occasionnellement laissés entraîner par les événements.

Même dans des moments importants, la dimension politique est souvent restée sous développée par le passé. Après l'effondrement du bloc communiste par exemple, dix pays ont adhéré à l'Union européenne alors que les fondations nécessaires pour porter une Union aussi grande n'existaient pas encore. Le plus grand élargissement dans l'histoire de l'UE a ainsi laissé, du moins en partie, les questions liées à l'approfondissement sans réponse. L'introduction de la monnaie commune a été, elle aussi, lourde de conséquences. 17 pays ont adopté l'euro au fil des ans sans qu'une orientation générale le concernant ne soit fixée sur le plan de la politique financière. Ce vice de construction a provoqué dans l'Union européenne un déséquilibre qui n'a pu être corrigé sommairement que grâce à des mesures de sauvetage telles que le Mécanisme européen de stabilité et le pacte budgétaire.

Cependant, il est clair pour moi que même si certaines mesures de sauvetage devaient échouer, le projet européen dans son ensemble ne sera pas remis en cause. Il présente toujours autant d'avantages évidents : nous voyageons du Niémen jusqu'à l'Atlantique, de la Finlande à la Sicile, sans avoir à sortir notre passeport à aucune frontière. Nous nous servons de la même monnaie dans une grande partie de l'Europe et nous achetons des chaussures espagnoles ou des voitures tchèques sans avoir à verser de droits de douane supplémentaires. Dans de nombreuses régions de l'Allemagne, nous nous faisons soigner par des médecins polonais et il est bien qu'il en

soit ainsi sinon de nombreux cabinets médicaux devraient fermer. Nos chefs d'entreprise emploient de plus en plus de travailleurs venus de tous les pays membres de l'Union qui, souvent, ne trouveraient pas de travail chez eux ou dans des conditions bien plus mauvaises. Quant à nos retraités, ils vont en partie s'installer sur les côtes espagnoles ou en Pologne, sur les bords de la Baltique. Le « plus d'Europe » fait donc également partie de notre quotidien dans un sens très positif.

C'est pourquoi les résultats des enquêtes ne sont qu'en apparence contradictoires. Même si, ces dernières années, les Européens se sont montrés de plus en plus sceptiques vis-à-vis de l'UE, la majorité d'entre eux reste convaincue que la réalité complexe et de plus en plus globalisée dans laquelle nous vivons exige des réglementations s'inscrivant dans un cadre supranational. Nous tous en Europe tirons de grands avantages politiques et économiques de cette communauté.

Il demeure néanmoins difficile d'esquisser ce qui fait de nous des Européens, ce que signifie notre identité européenne. Des jeunes qui étaient en visite au château de Bellevue récemment m'ont confirmé ce que pensent sans doute bien des personnes ici présentes : « Quand nous voyageons à travers le monde, nous nous sentons européens. Quand nous sommes en Europe, nous nous sentons allemands. Et quand nous sommes en Allemagne, alors là, nous nous sentons saxons ou hambourgeois. »

Comme nous le voyons, l'identité peut avoir bien des facettes et nous nous rendons compte que l'identité européenne n'efface ni l'identité régionale ni l'identité nationale, mais qu'elle existe en parallèle. Tout dernièrement, alors que je me trouvais en déplacement en Bavière, j'ai rencontré à l'université de Ratisbonne, dans le cadre du projet Europaeum, un jeune étudiant polonais qui avait grandi en Allemagne. Il avait reçu une éducation polonaise, le polonais était sa langue maternelle et quand il y avait des événements sportifs, il agitait, enthousiaste, le drapeau polonais. Ce n'est que quand il a passé un semestre d'études en Pologne et que pour ses camarades il était allemand, qu'il a pris conscience de son côté germanique, aspect de son identité qu'il a d'ailleurs reconnu sans problème. Son cas ressemble à beaucoup d'autres. En effet, c'est souvent en nous comparant aux autres que nous prenons conscience de notre identité.

À la fin des années cinquante, le philosophe suisse Denis de Rougemont disait déjà : « Il suffit de quitter l'Europe dans n'importe quelle direction pour ressentir la réalité de notre unité culturelle. Aux États-Unis, en Union soviétique tout de suite et en Asie sans aucun doute, Français et Grecs, Britanniques et Suisses, Suédois et Espagnols sont considérés comme des Européens. (...) Vu de l'extérieur, l'existence de l'Europe est manifeste. »

Vu de l'intérieur, l'existence de l'Europe est-elle aussi manifeste ? D'un point de vue géographique déjà, le continent est difficile à cerner. S'étend-il, par exemple, jusqu'au Boug ou jusqu'à l'Oural ? Jusqu'au Bosphore ou jusqu'en Anatolie ? Par ailleurs, les caractéristiques identitaires qui lui sont propres ont elles aussi changé à plusieurs reprises au fil de notre longue histoire. Aujourd'hui, nous savons qu'elles constituent un tout, de l'Antiquité grecque aux grandes traditions judéo-chrétiennes, en passant par l'idée de l'Empire et du droit romains.

Qu'est-ce qui nous définit aujourd'hui ? Quel est le lien qui unit entre les citoyens d'Europe ? Où l'Europe puise-t-elle sa spécificité, sa légitimité politique et l'adhésion de ses habitants ?

Lorsque l'Union européenne a reçu le prix Nobel de la paix au mois de décembre dernier, les intervenants ont décrit et célébré l'Europe comme un projet de paix auquel ils ont rendu hommage. Nous n'oublierons jamais cet instant inoubliable où Winston Churchill, s'adressant à la jeunesse dans son célèbre discours de Zurich en 1946, appelait à « reconstituer la famille européenne ». Nous n'oublierons jamais qu'après la guerre, la conviction profonde des responsables politiques comme de la population tenait en trois mots : « Plus jamais ça ! ». Pour finir, nous n'oublierons jamais ces 700 responsables politiques et intellectuels réunis en 1948 à La Haye pour le Congrès de l'Europe, des personnalités aussi différentes que le philosophe britannique Bertrand Russell, l'auteur italien Ignazio Silone ou des Allemands comme Konrad Adenauer, Walter Hallstein et Eugen Kogon.

Le philosophe français Raymond Aron résumait en ces termes leurs intentions : « Nul ne sait si la paix éternelle est possible sur cette terre, mais il n'y a pas le moindre doute que limiter la violence en ce siècle de violence est devenu notre devoir à tous. »

Mais très rapidement, l'idée de l'Europe fut réservée à l'Europe occidentale. Pendant la guerre froide, le continent fut scindé en deux blocs politiques. Même si l'Europe centrale et orientale a été isolée pendant plus de quarante ans, dans leur esprit, ses habitants vivaient pourtant en Europe. Ils ne l'ont en fait jamais quittée. Pour eux comme pour moi, dire « oui » avec une belle conviction à l'Europe libre, démocratique et prospère en 1989/1990 était en quelque sorte le deuxième acte fondateur de l'Europe, une adhésion à retardement pour cette partie du continent qui n'avait tout simplement pas pu participer au projet dès le début. C'était en même temps un élargissement qualitatif pour l'Europe. Tout comme elle avait été avant tout un projet de paix après la Deuxième Guerre mondiale, elle est devenue essentiellement un projet de liberté après 1989.

Les jeunes nés dans les années 1980 et plus tard voient l'Europe d'un tout autre œil. Leurs grands-parents et arrière-grands-parents qui ont vu Berlin, Varsovie et Rotterdam sous les décombres sont

parvenus à reconstruire l'Europe, et à l'Ouest, ils sont même parvenus à léguer la prospérité à leurs enfants et petits-enfants.

Chers écoliers qui m'écoutez aujourd'hui dans cette salle, vous avez reçu votre premier argent de poche en euros, vous apprenez au moins deux langues vivantes et vous faites des sorties de classe à Paris, à Londres, à Madrid, et peut-être aussi à Varsovie, à Budapest et à Prague. Et quand vous aurez fini l'école, vous pourrez bénéficier d'une bourse Erasmus ou de possibilités de formation professionnelle comme le programme Leonardo da Vinci. Vous et les jeunes Européens de votre âge, vous apprenez souvent ensemble, au lieu d'apprendre chacun de votre côté. Et vous faites la fête ensemble, aux festivals de musique européens ou dans les vibrantes métropoles européennes. Aucune génération avant la vôtre n'a eu autant de bonnes occasions de dire : « Nous sommes l'Europe ! » Vous vivez vraiment « plus d'Europe » que toutes, vraiment toutes les générations précédentes.

Les reproches souvent faits à l'Europe sont néanmoins fondés, c'est certain : il manque à l'Europe un grand récit identitaire. Nous n'avons pas de récit européen commun réunissant dans une même histoire les plus de 500 millions de citoyens de l'Union européenne, faisant battre leur cœur et leur donnant envie de bâtir. C'est vrai, nous ne disposons pas, nous Européens, d'un mythe fondateur semblable à une grande bataille qui aurait opposé l'Europe à un même ennemi et lui aurait permis en tout cas de défendre son identité, que cette bataille se soit soldée par une victoire ou une défaite. Nous ne disposons pas non plus d'un mythe fondateur tel qu'une révolution triomphale au cours de laquelle les habitants de notre continent auraient accompli un acte d'émancipation politique ou sociale. Il n'existe pas d'identité européenne unique, pas plus que de « dêmos » européen, de peuple européen ou de nation européenne.

Et pourtant, l'Europe a une source d'identité, un canon de valeurs essentiellement intemporel qui nous unit à deux niveaux, en tant qu'attachement et en tant que programme. Nous ne nous rassemblons pas au nom de l'Europe au pied de monuments associés à la gloire des uns et à la défaite des autres. Nous nous rassemblons pour quelque chose, pour la paix et la liberté, pour la démocratie et l'état de droit, pour l'égalité, pour les droits de l'homme, pour la solidarité.

Toutes ces valeurs européennes sont une promesse, mais elles sont aussi consacrées par des traités et garanties par des lois. Ce sont des références de notre conscience républicaine commune, le socle sur lequel tous les citoyens et citoyennes d'Europe égaux en droits peuvent participer à la vie sociale et politique. Les valeurs européennes ouvrent la voie à la « res publica » européenne.

Notre communauté de valeurs européenne se veut un espace de liberté et de tolérance. Elle sanctionne les fanatiques et les idéologues qui nous dressent les uns contre les autres, prêchent la violence et

sapent nos fondements politiques. Elle crée un espace dans lequel les peuples vivent ensemble en paix et ne s'affrontent plus. Une guerre comme récemment encore dans les Balkans, où des soldats et des forces civiles doivent jusqu'à aujourd'hui veiller au maintien de la paix, ne doit plus jamais devenir une réalité sanglante.

Ce sont souvent ceux qui sont originaires d'autres continents qui savent le plus apprécier l'Europe. Ils connaissent la pauvreté, la guerre, la tyrannie et l'injustice qui existent dans d'autres parties du monde. L'Europe est pour eux un espace de prospérité et de développement personnel, et dans bien des cas, un espace où ils se sentent protégés, à l'abri de la censure publique de la presse et de l'Internet, de la torture, de la peine de mort, du travail des enfants ou de la violence envers les femmes et des persécutions à l'encontre des homosexuels.

Nos valeurs communes sont contraignantes et elles nous unissent. Même s'il arrive à des pays européens d'enfreindre les règles de l'Europe, les tribunaux européens peuvent être saisis. Et si, occasionnellement, l'on peut reprocher à l'Europe ou à l'Allemagne de traiter de façon ambiguë les droits de l'homme et du citoyen, l'Europe garantit que l'opinion publique et les médias seront toujours libres de critiquer et de prendre parti pour les persécutés ou les opprimés, en particulier dans des dictatures et des pays autoritaires.

Le canon des valeurs européennes n'est pas lié à des frontières nationales et il est valable par-delà toutes les différences nationales, ethniques, culturelles et religieuses. L'exemple des musulmans qui vivent en Europe le montre bien. Leur intégration dans notre communauté européenne va aujourd'hui de soi. Se démarquer négativement des autres, ce n'est pas cela l'identité européenne. L'identité européenne grandit avec les liens et avec la conviction de ceux qui affirment vouloir faire partie de cette communauté parce qu'ils partagent les mêmes valeurs. Plus d'Europe signifie être unis dans une plus grande diversité.

Tout ce que nous avons dû apprendre et apprenons toujours dans les relations internationales pour assurer le maintien de la paix entre nos peuples, nous devons aussi continuer de l'apprendre et de le garantir dans nos sociétés afin de parvenir à un équilibre entre des éléments de plus en plus différents. Nous le voyons chaque jour, nous sommes également européens quand nous restons chez nous. En Allemagne, on trouve des patrons de restaurants italiens, des infirmières espagnoles et des footballeurs turcs. Dans les universités et les entreprises, les théâtres et les magasins, il y a de plus en plus de personnes qui ont des racines familiales extérieures à l'Allemagne et qui, si elles sont croyantes, fréquentent d'autres édifices religieux que les protestants et catholiques allemands. Cela fait longtemps que nous

avons plus d'Europe. La diversité est devenue une réalité quotidienne au cœur de notre société.

Mesdames et Messieurs, fort heureusement, très peu d'Européens remettent en cause notre canon de valeurs. En revanche, le cadre institutionnel dont l'Europe s'était dotée jusqu'à maintenant fait aujourd'hui l'objet de débats intenses. Pour certains, une union fédérale européenne est la seule chance qui s'offre à notre continent, d'autres ambitionnent de corriger les institutions actuelles, par exemple en créant une seconde chambre parlementaire ou en élargissant les droits du Parlement européen. D'autres encore considèrent qu'il suffit de maintenir le statu quo à condition d'en exploiter réellement toutes les possibilités et de faire preuve d'une plus grande volonté politique. Quant aux eurosceptiques, ils aspirent à réduire l'échelon européen.

Même des proeuropéens réputés se demandent si tout ce qui est réglementé jusqu'ici à partir de Bruxelles doit réellement l'être à ce niveau. Nous sommes donc en plein milieu, et non à la fin du débat. Nous parviendrons plus facilement à nous accorder sur le cadre institutionnel si nous avons discuté auparavant, ensemble et dans tous les détails, des questions fondamentales concernant l'avenir du projet européen.

Mise sous pression, la politique a heureusement procédé aux ajustements nécessaires dans le secteur économique et financier de la zone euro. Cependant, nous savons tous que d'autres défis attendent l'Europe. Au début de mon discours, j'ai dit que l'Europe s'apprêtait à franchir un nouveau seuil. Nous marquons une pause pour nous préparer mentalement et émotionnellement à la prochaine étape qui nous conduira sur de nouvelles voies.

Autrefois, les États européens étaient des grandes puissances et des acteurs mondiaux. À l'ère de la mondialisation et de l'émergence de nouveaux grands pays, dans le meilleur des cas, c'est une Europe unie qui pourra jouer ce rôle : au plan politique, pour participer de manière déterminante aux décisions et être en mesure de défendre nos valeurs de liberté, de dignité humaine et de solidarité à l'échelle mondiale et, au plan économique, pour rester compétitive et garantir en Europe notre sécurité matérielle et par conséquent la paix sociale.

Jusqu'à présent, l'Europe ne s'est pas assez préparée à jouer ce rôle. Nous avons besoin d'une unification intérieure accrue. Car sans une politique financière et économique commune, une monnaie commune ne peut que difficilement survivre. Nous avons besoin aussi d'une intégration accrue de nos politiques étrangères, de sécurité et de défense pour être armés contre de nouvelles menaces, agir plus efficacement et parler d'une seule voix. Et nous avons besoin de stratégies communes dans les domaines écologique, social par exemple en matière de migration – et démographique.



Ceux qui sont attachés au projet européen ont le devoir de communiquer ces exigences avec patience et circonspection. L'incertitude et la peur ne doivent pousser personne dans les bras des populistes ou des nationalistes. Face à tout changement, la question primordiale à se poser devrait donc être la suivante : À quoi doit ressembler une Europe démocratique qui rassure les citoyens et les dote de moyens d'action ? Autrement dit, avec quelle Europe les citoyens peuvent-ils s'identifier ?

À celui qui croit que l'unification européenne ressemble à une construction artificielle incapable de rassembler les différents citoyens des États-nations, qui seront bientôt vingthuit, rappelons que, aujourd'hui comme hier, les États-nations ne se font pas naturellement, qu'ils ne sont pas éternels et que, souvent, les citoyens ne les acceptent que très lentement. Lorsque l'unité italienne fut réalisée en 1861, Massimo D'Azeglio, écrivain et homme politique, déclara ceci : « Nous avons fait l'Italie, maintenant nous devons faire des Italiens. » À l'époque, moins de dix pour cent des citoyens parlaient italien et la majorité d'entre eux ne connaissaient que des dialectes.

Pendant, à la différence du XIXe siècle, quand le Reich allemand est né, lui aussi, d'une mosaïque de royaumes et de principautés, nous ne pouvons et ne voulons pas décréter d'en haut une unification européenne. Entretemps, nous avons des sociétés civiles fortes. Sans l'accord des citoyens, la nation européenne, l'Europe, ne pourrait pas, ne peut pas se développer. Ce sont les citoyens européens qui déterminent en fin de compte le rythme et l'ampleur de l'intégration européenne.

À cet endroit, je voudrais regarder du côté de la Grande-Bretagne. J'ai entendu avec grand intérêt les déclarations et le message à double sens du Premier ministre : un « oui » aux traditions et intérêts britanniques qui ne serait pas un « non » à l'Europe. Certes, c'est aux Britanniques de décider eux-mêmes de leur avenir, mais peut-être sont-ils prêts à écouter au moins le vœu formulé au château de Bellevue.

Chers Anglais, Gallois, Écossais, Irlandais du Nord et nouveaux citoyens de Grande-Bretagne, nous voulons que vous restiez avec nous. Nous avons besoin des expériences de votre pays qui est la démocratie parlementaire la plus ancienne du monde, nous apprécions vos traditions et nous avons besoin aussi de votre lucidité et de votre courage. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, votre engagement a contribué à sauver notre Europe, et c'est aussi votre Europe. Continuons d'œuvrer ensemble à la « res publica » européenne, et s'il le faut en s'expliquant, mais c'est seulement en unissant nos forces que nous serons à la hauteur des futurs défis. Plus d'Europe ne peut pas signifier : une Europe sans vous !

Mesdames, Messieurs, je m'inquiète de voir que le rôle de l'Allemagne dans le processus européen provoque actuellement scepticisme et défiance dans quelques pays. Oui, il est exact que l'Allemagne a également beaucoup profité de l'euro. La monnaie commune a rendu l'Allemagne forte. Le fait que l'Allemagne est devenue la première puissance économique au centre du continent après sa réunification a fait peur à beaucoup. Je suis effrayé de voir avec quelle rapidité les perceptions de l'Allemagne se sont déformées comme si l'Allemagne d'aujourd'hui poursuivait la politique traditionnelle de grande puissance, voire criminelle, de l'Allemagne d'autrefois. Ce ne sont pas seulement des partis populistes qui ont même décrit la chancelière allemande comme la représentante d'un État qui voulait soi-disant à nouveau imposer une Europe allemande et opprimer les autres peuples.

Je peux assurer à tous les citoyens et citoyennes des pays voisins de l'Allemagne que je ne vois personne au sein de la classe politique allemande qui aspire à imposer un diktat allemand. Jusqu'à maintenant, notre société a fait preuve de maturité et de raison. En Allemagne, aucun parti nationaliste populiste n'a recueilli les voix nécessaires pour entrer au Bundestag allemand, et j'en suis très reconnaissant. Je suis profondément convaincu que plus d'Europe ne veut pas dire en Allemagne : une Europe allemande. Plus d'Europe signifie pour nous : une Allemagne européenne !

Nous ne voulons intimider personne, nous ne voulons pas non plus imposer nos idées, mais nous ne renions pas notre expérience et voudrions la partager. Il y a dix ans à peine, l'Allemagne était considérée par les autres pays et par elle-même comme « l'homme malade de l'Europe ». En dépit des conflits intérieurs graves qu'elles ont provoqués, les mesures qui nous ont permis de sortir de la crise économique ont fini par porter leurs fruits. En même temps, nous savons que les stratégies économiques peuvent être différentes et qu'il n'y a pas qu'une seule solution pour réussir.

Si un responsable politique allemand a pu montrer trop peu d'empathie à l'égard de la situation des autres ou si la rationalité a quelquefois été perçue comme de la froideur ou de l'arrogance, ce fut certainement l'exception et non la règle. Peut-être était-ce aussi liée à la discussion nécessaire sur le bon choix. Toutefois, si certains commentaires critiques ont laissé transparaître le dédain, voire le mépris, cela est non seulement très blessant mais aussi politiquement contreproductif. Cela complique ou bloque même le discours autocritique dont les contours se dessinent déjà clairement dans tous les pays en crise, du moins chez une minorité de la population. En Allemagne, nous devrions être conscients que celui qui est sûr de ses arguments n'a pas besoin de provoquer ou d'humilier ses partenaires.

Cela vaut la peine que les vingt-sept partenaires de notre communauté se remémorent les promesses qui ont accompagné le lancement de l'union monétaire et économique. Cette union repose sur l'idée que les règles sont respectées et que les infractions à la règle sont sanctionnées. Cette union consiste à donner et à recevoir, ce ne doit être pour personne une voie à sens unique. Elle répond aux principes de réciprocité, d'égalité des droits et des devoirs. Plus d'Europe doit vouloir dire : plus de fiabilité. Fiabilité et solidarité sont indissociablement liées.

Je suis persuadé que si chacun en Europe reste attaché à ce principe, la solidarité au sein de l'Europe pourra même augmenter et, à long terme, réduire les grandes inégalités qui existent sur ce continent, créer de meilleures conditions de vie là où elles doivent être améliorées, là où les populations n'ont pas encore de perspectives dans leur pays mais en ont cruellement besoin.

Mesdames, Messieurs, plus d'Europe requiert plus de courage de la part de tous ! L'Europe a besoin aujourd'hui non pas de velléitaires mais de porte-drapeaux, non pas d'indécis mais de volontaristes, non pas de suivistes mais d'acteurs.

Excellences, vous savez que même avec la meilleure volonté proeuropéenne, il y a des efforts de construction qui peuvent ne pas aboutir. Et je ne voudrais pas passer sous silence ces difficultés aujourd'hui. L'un des principaux problèmes rencontrés dans le processus du resserrement des liens au sein de la communauté européenne me semble être le manque de communication en Europe. Je pense à vrai dire plutôt au quotidien de la population, ou plus exactement des populations, qu'aux relations diplomatiques.

Jusqu'à aujourd'hui, chacun des vingt-sept pays membres comprend souvent les mêmes traités européens de manière très différente. La couverture médiatique est presque exclusivement assurée d'un point de vue national. Excepté un groupe comparativement restreint d'étudiants, d'hommes d'affaires, d'intellectuels et d'artistes, les Européens se connaissent très peu les uns les autres. L'Europe n'a pas encore d'opinion publique européenne commune comparable à une opinion publique nationale.

Pour que cette opinion publique européenne puisse exister, il nous faut, en premier lieu, une langue véhiculaire commune. L'Europe compte vingt-trois langues officielles auxquelles viennent s'ajouter une multitude de langues et de dialectes. Un Allemand qui ne parle pas aussi anglais et français aura peu de chances de pouvoir communiquer avec un Portugais, un Letton ou un Hongrois. Il est vrai que l'anglais est déjà la lingua franca des jeunes qu'ils apprennent très tôt. Néanmoins, en ce qui concerne l'intégration linguistique, je pense qu'il ne faudrait pas laisser les choses au hasard. Car plus d'Europe implique non seulement le multilinguisme des élites mais aussi le

multilinguisme de groupes de population de plus en plus nombreux, de plus en plus de personnes et enfin de tous. Je suis convaincu que les deux langues peuvent cohabiter en Europe : d'une part l'enracinement dans une langue maternelle et sa poésie et, d'autre part, une maîtrise suffisante de l'anglais pour être capable de communiquer dans toutes les situations et à tous les âges.

Une langue commune permettrait également de réaliser plus facilement mon idéal de l'Europe de demain, à savoir une agora européenne, un espace de débat commun pour le vivre ensemble démocratique. Cette agora serait encore plus vaste que celle qui est décrite dans les livres d'histoire et que les élèves connaissent peut-être. Dans l'Antiquité, l'agora était un lieu de rassemblement, un lieu de culte et de juridiction et également un lieu de débat public pour discuter des règles de la vie en société.

Nous avons besoin aujourd'hui d'un modèle élargi. Peut-être que nos médias pourraient inventer un moyen de promouvoir l'Europe, comme une chaîne ARTE pour tous, ou un multicanal connecté à Internet, pour au moins vingt-sept ou vingt-huit États, s'adressant aux jeunes et moins jeunes, aux usagers en ligne et hors ligne, aux proeuropéens et aux eurosceptiques. Il faudrait qu'une telle chaîne ne diffuse pas que le Concours Eurovision de la chanson ou une série policière européenne. Elle devrait par exemple proposer des reportages sur les créateurs d'entreprise en Pologne, sur les jeunes chômeurs en Espagne ou sur la promotion de la famille au Danemark. Au programme devraient figurer des débats qui nous informent sur la mentalité de nos voisins et nous aident à comprendre pourquoi ils jugent éventuellement un même événement d'une manière complètement différente de la nôtre. Et dans la grande politique, après un sommet de crise, les portes s'ouvriraient et les caméras ne montreraient pas un seul visage mais tous les participants de la table de négociations.

Avec ou sans une telle chaîne de télévision, nous avons besoin d'une agora. Elle diffuserait des connaissances, elle contribuerait à développer un civisme européen et jouerait un rôle correcteur quand les médias nationaux ont des tonalités nationalistes, informent sur les voisins sans nuance ni connaissance réelle et favorisent les préjugés. Je sais qu'il existe un grand nombre de groupes de médias qui tentent déjà de stimuler l'opinion publique européenne en proposant des suppléments d'autres pays, des dossiers sur l'Europe et beaucoup de bonnes idées. Je le sais, mais il en faut plus, s'il vous plaît, plus de reportages sur l'Europe et plus de communication avec l'Europe !

Nous parlons justement de la communication. À mon avis, la communication n'est pas un domaine secondaire de la politique. Au contraire, le fait de donner assez d'informations pour expliquer les thèmes et les problèmes est un acte politique qui compte sur la

responsabilité des acteurs de l'agora et qui n'ignore pas les citoyens comme s'ils étaient soumis, indifférents et ignorants.

Plus d'Europe signifie pour moi plus de société civile européenne. C'est pourquoi je me félicite que 2013 soit l'Année des citoyens. Je n'irais pas aussi loin que les auteurs du « Manifeste pour la création d'une nouvelle Europe », mais j'ai beaucoup de sympathie pour l'une de leurs devises qui figure dans leur manifeste : « Ne te demande pas ce que l'Europe peut faire pour toi mais demande-toi ce que tu peux faire pour l'Europe ». Nous savons tous qu'il s'agit de l'adaptation d'une formule encore plus célèbre, mais c'est un état d'esprit qui nous permettrait de beaucoup avancer. L'Européen Gauck a réfléchi à ce qu'il souhaiterait faire dans cette situation et a dressé une liste pour apporter quelques réponses.

Premièrement, ne sois pas indifférent ! Bruxelles est peut-être loin, mais les questions qui y sont négociées et tranchées nous concernent tous. Nous ne pouvons pas rester indifférents à l'influence de l'UE sur les normes qui auront des effets dans les chambres de nos enfants ou sur nos tables. Nous ne pouvons pas rester indifférents aux critères qui sont appliqués à la politique étrangère, de sécurité, de l'environnement et du développement et dont la mise en œuvre a lieu aussi en notre nom. Nous ne pouvons pas rester indifférents à la manière dont l'UE traite les personnes qui ont dû quitter leur pays pour des raisons politiques.

Deuxièmement, ne sois pas paresseux ! L'Union européenne est compliquée, c'est vrai, mais elle doit aussi accomplir des choses très compliquées. Elle mérite que ses citoyens lui témoignent de l'intérêt et s'informent. Elle mérite que plus de 43 % des électeurs inscrits participent à l'élection européenne. Et elle ne mérite pas que Bruxelles soit désigné comme bouc émissaire, notamment quand ce sont des intérêts ou des erreurs au niveau national qui ont entraîné des dysfonctionnements.

Troisièmement, prends conscience de ta capacité d'action ! Une meilleure Europe ne verra pas le jour si nous nous défaussons toujours de nos responsabilités sur les autres. Nous avons tant de possibilités. Celui qui veut initier ou empêcher quelque chose peut lancer une initiative citoyenne européenne. Celui qui veut créer ou construire peut déposer une demande de subvention. Et celui qui veut faire une bonne action et faire la connaissance de ses voisins peut envoyer sa candidature au Service volontaire européen. On peut toujours trouver une raison de dire : Oui, je veux l'Europe ! Qui, mieux que vous dans cette salle, connaît cette phrase, cette aspiration ?

Nombreux sont ceux à qui je voudrais présenter mes remerciements aujourd'hui. Je remercie les ambassadeurs européens ici présents et dispersés dans le monde entier, les militants européens qui s'engagent dans le domaine éducatif, scientifique et social, sans

oublier les assistantes pleines d'imagination dans les écoles maternelles bilingues des eurorégions. Je remercie tous ceux qui tissent de mille et une façons des liens économiques, sociaux et culturels à travers l'Europe. Je tiens aussi à remercier les hommes et les femmes politiques allemands qui concilient leurs tâches nationales avec nos obligations européennes. Je pense notamment à ceux qui, quand il a été question de solidarité, ne se sont pas seulement préoccupés du sort des possédants, et je voudrais tout particulièrement les en remercier.

Mesdames, Messieurs, les Allemands notamment savent au plus profond d'eux-mêmes qu'un lien très particulier unit l'Allemagne à l'Europe. C'est notre pays qui a voulu détruire tout ce qui était européen, toutes les valeurs universelles. Néanmoins, c'est notre pays qui a bénéficié, dès la fin de la guerre, de l'aide et de la solidarité des puissances occidentales victorieuses. Il nous a été épargné de vivre ce qui aurait pu facilement se produire après notre hybris : une existence de paria banni de la communauté internationale.

Mais nous avons été invités, reçus et acceptés, comme des partenaires, ce qui vu d'aujourd'hui semble d'autant plus surprenant et tellement merveilleux.

Nous avons fait l'heureuse expérience de pouvoir nous respecter nous-mêmes et d'être respectés par les autres quand nous ne voulions « pas être au-dessus ni au-dessous des autres peuples ». C'est ainsi que nous nous sommes liés à l'Europe. Nous nous sommes pour ainsi dire promis à l'Europe.

Aujourd'hui, nous voulons renouveler cette promesse.

Nous allons marquer une pause avant de franchir un nouveau seuil et nous allons réfléchir. Ensuite, avec de bonnes idées et de bonnes raisons, nous renouvellerons la confiance, nous renforcerons notre engagement et nous poursuivrons ce que nous avons commencé, la construction de l'Europe.